

Les crédits

La recherche et le développement ainsi que la formation sont également indispensables. Au lieu de réduire les paiements de transfert aux provinces, ce qui accroît les pressions exercées sur le secteur universitaire et celui de l'éducation, le gouvernement fédéral devrait collaborer avec les provinces afin d'accélérer la formation et le recyclage. En ce moment, il y a un gouvernement, c'est-à-dire le gouvernement fédéral, qui a décidé unilatéralement de ne plus gouverner et d'en faire porter la responsabilité à une province qui est de plus en plus lourdement taxée.

Le nombre d'assistés sociaux en Ontario a doublé, je crois. C'est dire qu'il y a aujourd'hui deux fois plus d'Ontariens qui vivent de l'assistance sociale que l'an dernier. Cela ne transparaît pas dans les statistiques sur le chômage, mais le problème est néanmoins bien réel en Ontario, comme dans la plupart des autres régions du pays. Nous ne saurions tourner le dos à ces gens. On ne devient pas assisté social pour le plaisir de vivre aux frais de l'État. On devient assisté social parce qu'on n'a aucun autre moyen de subsistance.

Je supplie le gouvernement de tout faire pour mettre sur pied le genre d'infrastructure et de programme d'emploi qui permettraient d'accroître les chances d'emploi pour les Canadiens.

L'autre problème qui se pose provient du fait que des intérêts étrangers contrôlent beaucoup de nos industries, ce qui n'a pas empêché le gouvernement conservateur d'éliminer presque tous les obstacles aux prises de contrôle. Il arrive souvent que les industries ainsi acquises ferment leurs portes et que les profits soient canalisés à l'extérieur du Canada, de sorte que nous nous retrouvons avec presque rien. Nous devons être maîtres de notre destin. C'est d'une importance capitale. Je supplie donc le gouvernement de tout faire pour sortir l'Ontario de l'ornière et prévenir le désastre économique qui le guette.

Il n'y a pas que les chômeurs. Prenez le cas du chauffeur de taxi avec qui j'ai parlé, l'autre jour, à Toronto. Il est sur le point de perdre sa maison parce que ses gains ont diminué de moitié depuis que les gens d'affaires ne voyagent plus. Il va perdre sa maison. Il avait beaucoup de mal à croire que le gouvernement ne s'efforce même pas de stimuler l'économie du pays et le secteur de l'emploi, car chaque emploi perdu occasionne des pertes à quelqu'un d'autre dans la chaîne.

Il faut absolument que le gouvernement fasse quelque chose au sujet de l'effet d'entraînement des problèmes qui se propagent d'un bout à l'autre du pays.

Des voix: Bravo!

[Français]

Le président suppléant (M. DeBlois): Questions et observations. Une période de cinq minutes débutant avec l'honorable député d'Ottawa-Centre. Vous disposez de deux minutes et demie.

M. Mac Harb (Ottawa-Centre): Deux minutes et demie, très bien, monsieur le Président.

[Traduction]

Je félicite tout d'abord la députée d'avoir si bien posé la question.

Je viens de recevoir le rapport du Consortium national des sociétés scientifiques et pédagogiques. J'aimerais que mon collègue en commente certaines recommandations. Comme vous le savez, monsieur le Président, le consortium recommande que le ministre des Finances cesse de réduire les paiements de transfert aux provinces pour l'enseignement postsecondaire jusqu'à ce que les premiers ministres aient convenu d'autres arrangements pour un financement sûr et convenable des universités.

Le consortium se fonde sur l'observation suivante qu'a faite le premier ministre du Canada: «Au cours de notre second mandat, nous insisterons sur l'investissement à long terme dans la formation de base, dans l'enseignement et dans les technologies stratégiques.»

Je reçois aujourd'hui un autre communiqué, celui-là de l'Association canadienne des professeurs d'université, qui exprime sa vive inquiétude. Le président de l'association, Bob Kerr, dit en fait que le système d'enseignement postsecondaire est au bord de la faillite.

Le communiqué, que la Fédération canadienne des étudiants signe aussi, renferme cette autre citation de M. Kerr: «Le gouvernement ne semble pas comprendre que les universités jouent un rôle vital dans l'économie nationale actuelle et future.»

• (1620)

Ma collègue voudrait-elle dire ce qu'elle pense de cette affirmation? A-t-elle entendu les étudiants et professeurs d'université de sa région de Sudbury formuler des propos semblables à ceux que nous avons recueillis dans la région de la capitale nationale?